

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Des Balkans occidentaux

Une publication du SER de Belgrade
Edition du 4 septembre 2026

Belgrade a accueilli en début de semaine le sommet du **Mouvement des Non Alignés**, soixante-cinq ans jour pour jour après la conférence historique qui avait donné naissance au mouvement. Une trentaine d'Etats d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe était représentée et a joué la partition du refus des grands blocs et de la coopération entre économies émergentes.

La Yougoslavie a disparu et, des pays qui en sont nés, la Serbie est la seule à revendiquer cet héritage. Il lui permet de s'associer aux pays du « Sud Global » à l'heure où l'ordre économique international est fragilisé par les changements politiques aux Etats-Unis, en défaveur du multilatéralisme, et par la montée en puissance de la Chine.

Malgré le signal que constitue ce sommet, toutes les statistiques serbes orientent le pays vers l'Union européenne : 66% de ses échanges de marchandises se fait avec le marché unique, 75% de son stock d'IDE entrants en provient. Dans les banques, 60% des dépôts et 43% des crédits sont libellés en euros.

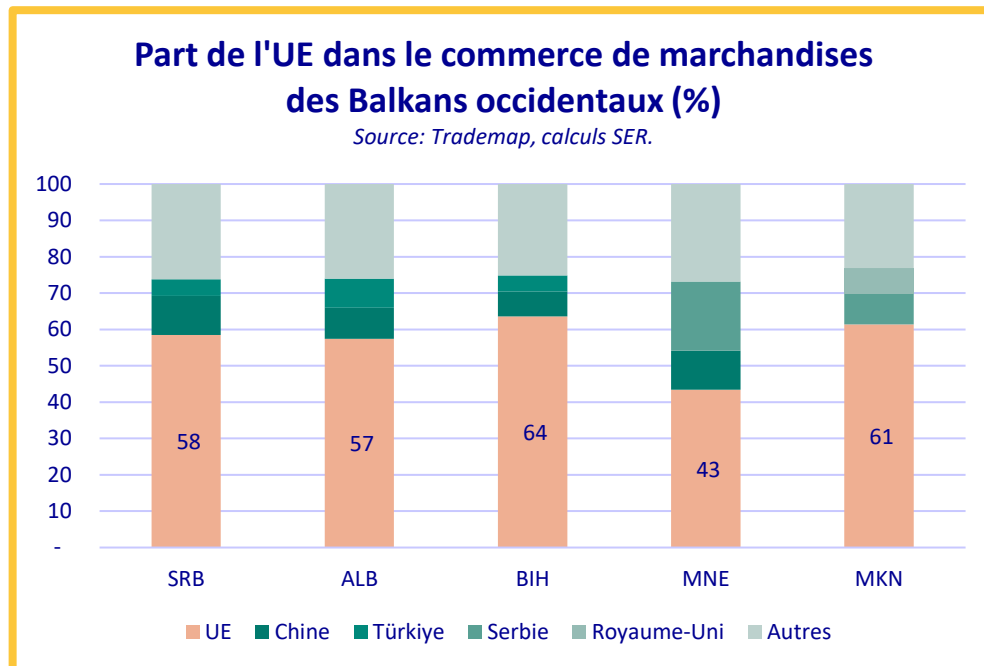
Et pendant que les délégations non alignées parcouraient les couloirs du Palais de Serbie, **à Bruxelles, une réunion technique s'est tenue cette semaine pour examiner l'alignement de Belgrade avec l'Acquis** communautaire en vue d'ouvrir le bloc 3 des négociations d'adhésion. Elle fait suite au Sommet UE-Balkans de Tivat (juin 2026) au cours duquel il avait été convenu de reprendre les discussions sur trois chapitres bloqués depuis plusieurs années.

Dans le reste des actualités de la semaine :

- L'alignement du Monténégro avec l'acquis européen grâce à une réforme constitutionnelle renforçant l'indépendance de sa Banque centrale
- Le désalignement se poursuit entre l'UE et les chauffeurs routiers de la région qui menacent de blocages aux frontières de l'UE.

Bonne lecture !

Le graphique de la semaine



Région

Nouvelles manifestations des opérateurs routiers des BO contre la réglementation européenne

A la suite d'une réunion à Bruxelles entre la Commission et les associations représentatives des transporteurs routiers des Balkans, ces derniers ont décidé et menacent de bloquer les points de passage frontaliers avec l'UE à compter du 14 septembre 2026. Comme en début d'année 2026, les transporteurs s'opposent au Système Entrée Sortie en place aux frontières de l'Espace Schengen depuis avril et qui a renforcé l'application stricte du code des visas européens. Celui-ci autorise les voyageurs à y séjourner au maximum 90 jours sur une période de 180 jours. Faute de système de vérification adéquat, les chauffeurs routiers passaient auparavant 120 à 140 jours dans l'espace Schengen en moyenne.

Hausse de 30 % de l'émission de permis de construire au T2 2026

D'après [l'Institut national de statistiques](#), 460 autorisations de construire ont été octroyées au T2 2026, soit une hausse de 30,7 % en glissement annuel. Ces permis couvrent une surface constructible de 307 127 m², dont la hausse sur un an est relativement moins importante (+ 10 %). Les logements résidentiels dominent (331 permis, couvrant une surface de 183 202 m²). 12 permis concernent des établissements touristiques (contre 9 au T2 2025).

Au 1^{er} semestre, une forte hausse de la production et de l'exportation d'électricité

Au S1 2026, d'après [l'Institut national de statistiques](#), la production d'électricité a augmenté de 50,6 % par rapport à la même période de l'année précédente (6 TWh contre 4 TWh). La structure de production est inchangée : 88 % d'hydroélectricité, dont la moitié générée par des barrages publics. Dans ce contexte, les importations ont reculé de 40 % tandis que les exportations ont augmenté de 82 %, à 2,5 TWh. La consommation finale a crû de 7,2 %.

Renforcement des capacités de mobilisation des fonds IPA III

L'Albanie bénéficiera d'une assistance technique destinée à renforcer les capacités institutionnelles, administratives et opérationnelles des organismes chargés de la mise en œuvre du programme IPA III consacré à l'économie numérique et à la société. Cette assistance couvrira notamment la préparation de la documentation des projets et des marchés publics, ainsi que l'appui au suivi, à l'évaluation et à l'établissement de rapports. L'[appel d'offres](#) pour les consultants qui fourniront l'assistance technique porte sur un contrat de services d'une durée de 30 mois, dont la valeur est estimée à 2,4 M EUR, avec une date limite de participation jusqu'au 5 octobre 2026.

Bosnie-Herzégovine

Chiffre d'affaires industriel en hausse de 6,1 % en g.a. en juillet

Le [chiffre d'affaires industriel](#) corrigé des variations saisonnières en Bosnie-Herzégovine a progressé de 2,1 % en juillet en g.m, pour le marché intérieur ainsi qu'extérieur. En juillet 2026 en glissement annuel le chiffre d'affaires total a augmenté de 6,1 %, 10,7 % pour les biens de consommation non durables, de 6,0 % pour les biens intermédiaires et de 5,3 % pour les biens d'équipement en g.a. En revanche, le chiffre d'affaires du secteur de l'énergie a chuté de 40,1 % et celui des biens de consommation durables de 5,8 % en g.a.

Kosovo

Hausse des coûts de construction de 4,4% sur un an

Selon l'Agence des Statistiques du Kosovo ([ASK](#)) l'indice global du coût de la construction (ICC) a augmenté de 4,4 % en juillet en glissement annuel. Cette hausse est d'abord portée par une augmentation des coûts de transport (11,2%) et des salaires (8,6 %), et dans une moindre mesure par les matériaux (4,4 %) et l'énergie (2,3 %). A l'inverse, le prix des machines affiche un léger recul (-0,9% sur un an). Cette hausse de l'ICC s'inscrit dans un contexte de forte inflation (cf. brève du 28/08) en partie alimentée par la guerre au moyen orient et l'instabilité politique ambiante du pays.

Déficit public au deuxième trimestre 2026

Le gouvernement du Kosovo enregistre un léger [déficit public](#) de 23,2 M EUR au T2 2026, contre un excédent de 187,3 M EUR au T2 2025. Ce renversement de la balance budgétaire s'explique principalement par une augmentation des prestations sociales (+149,2 M EUR sur un an), premier poste de dépenses du gouvernement, en raison de revalorisations d'ampleur inscrites dans le budget 2026 et à des transferts pré-électorales. La dette publique reste toutefois modérée puisqu'elle est contenue à 17,5% du PIB.

Macédoine du Nord

Début des travaux sur la section de l'autoroute Skopje-Kosovo

La construction du tronçon macédonien (10 km) de [l'autoroute Skopje-Blace](#) a officiellement débuté la semaine dernière, concrétisant l'une des promesses majeures du gouvernement du Premier ministre Hristijan Mickoski. Initié en 2014, le projet d'autoroute d'environ 12 km reliant Skopje (Macédoine du Nord) à Blace (Kosovo) est évalué à environ 198 M EUR millions d'euros et cofinancé par la BERD (prêt de 167,6 M EUR) et l'UE (subventions de 20,8 M EUR). Ce projet stratégique s'intègre dans le réseau des corridors européens pour renforcer la connectivité dans les Balkans occidentaux.

Entrées croissantes d'IDE au premier semestre 2026

D'après la Banque nationale de Macédoine du Nord ([NBRM](#)), les entrées brutes d'IDE se sont élevées à 617 M EUR au S1 2026, en croissance de 12,5 % par rapport au S1 2025 (548 M EUR). Depuis le pic d'attractivité de 2024 (entrées brutes de 735 M EUR au S1, et de près 1 Md EUR sur l'année), deux évolutions sont à souligner : (i) l'attractivité a fortement baissé en 2025 (entrées brutes de 548 M EUR au S1, 618 M EUR sur l'année), ce qui n'a été que partiellement compensé par la croissance des entrées en 2026 et (ii) l'internationalisation des entreprises macédoniennes s'est accélérée, avec des IDE vers l'étranger de 433 M EUR au S1 2026, en augmentation de 4 % sur un an, et de 75 % par rapport à 2024. Malgré la reprise de 2026, les entrées nettes d'IDE sont donc considérablement plus faibles qu'au S1 2024 (184 M EUR contre 489 M EUR), avec un impact défavorable sur le financement du déficit courant qui, en parallèle, se creuse (566 M EUR au S1 2026 contre 311 M EUR au S1 2024).

Signature d'un accord de construction pour la section macédonienne de l'interconnexion gazière avec la Serbie

Le [contrat de construction](#) pour la section macédonienne de l'interconnexion gazière avec la Serbie a été octroyé à l'entreprise Rapid Build, basée à Kumanovo, pour un montant de 29,4 M EUR. Le gazoduc de 70 kilomètres, d'une capacité annuelle de 1,5 Md m³, couvre 23 kilomètres sur le territoire macédonien (rattachement au réseau de Klečovce) et 47 kilomètres sur le territoire serbe (rattachement au réseau de Vranje). Il devrait être opérationnel au deuxième semestre 2028. La Macédoine du Nord construit parallèlement une interconnexion avec la Grèce, qui devrait être opérationnelle en 2027 – et dont le contrat sur la section

macédonienne a aussi été attribué à Rapid Build. Ces nouveaux gazoducs permettront de diversifier l'approvisionnement macédonien en gaz naturel, pour l'instant dépendant du gaz russe importé via la Bulgarie, et d'en faire une zone de transit, notamment entre le réseau serbe et le réseau grec.

Monténégro

Accroissement du déficit commercial de 4,5 % en g.a.

D'après les données préliminaires du Bureau national des statistiques, le déficit commercial monténégrin a augmenté de 4,5 % à 2,3 Mds EUR en g.a., sur les sept premiers mois de l'année. Il reflète une hausse de 3,4 % des importations (à 2,6 Mds EUR), et une baisse des exportations de 4,4 % (à 312,9 M EUR). Le [commerce extérieur](#) total s'est élevé à 2,92 Mds EUR, soit une hausse de 2,5 % sur un an. Le taux de couverture des importations par les exportations s'est ainsi établi à 12 %, contre 13 % un an auparavant. La progression des importations a été portée principalement par les achats de machines et matériels de transport. Les exportations demeurent concentrées sur les produits énergétiques, notamment l'électricité. La Serbie demeure le principal partenaire commercial du Monténégro, tant à l'exportation (78,7 M EUR) qu'à l'importation (449,4 M EUR).

Adoption des amendements constitutionnels garantissant l'indépendance de la Banque centrale

Le Parlement monténégrin a adopté le 24 août le XXI^e amendement constitutionnel, renforçant [l'autonomie institutionnelle de la Banque centrale du Monténégro](#) (CBCG). Le nouvel article 143 établit la CBCG comme une institution autonome et indépendante, responsable devant le Parlement et régie par une loi spécifique. Cette réforme aligne le cadre constitutionnel sur le Traité sur le fonctionnement de l'UE et constitue une avancée importante dans le cadre du Chapitre 17 – Union économique et monétaire. Elle ouvre également la voie à la mise en conformité du cadre juridique de la CBCG avec les Statuts du Système européen des banques centrales (SEBC) et de la BCE. En préparation à l'adhésion à l'UE et à son intégration future au SEBC, la CBCG poursuit l'adaptation de ses cadres réglementaire, institutionnel et opérationnel, avec l'appui de plusieurs banques centrales européennes et de la Commission européenne.

Croissance du tourisme sur les sept premiers mois de 2026

D'après les données préliminaires de [MONSTAT](#), 1 617 563 arrivées de touristes ont été enregistrées sur les sept premiers mois (+1,5% en g.a.) et 8 555 238 de nuitées (+2,4% en g.a.). Pour rappel, les principaux marchés d'origine (en termes de nuitées) en 2025 étaient la Serbie (23,4%), la Russie (16,4%) et la Bosnie-Herzégovine (8,1%). Le tourisme au Monténégro représente le moteur de son économie avec un fort potentiel de croissance.

Serbie

Adoption définitive du rectificatif budgétaire 2026

Le Parlement serbe a adopté le [31 août](#) le budget rectifié, portant les recettes à 2 527,2 Mds RSD (21,5 Mds EUR), en hausse de 4,7 %, et les dépenses à 2 923 Mds RSD (24,9 Mds EUR), soit +6,2 %. Les recettes fiscales sont revalorisées à 2 108,3 Mds RSD (18,0 Mds EUR), soit 83,4 % des recettes, contre 15,2 % pour les recettes non fiscales et 1,4 % pour les dons. La croissance 2026 est projetée à 3,3 % (contre 3 % dans le budget initial), avec un PIB nominal de 95,3 Mds EUR. La dette publique devrait atteindre ainsi 43,8 % du PIB. Le Parlement a également approuvé des transferts exceptionnels ciblés, notamment de 20 000–35 000 RSD (170–298 EUR) pour les retraités, 25 000 RSD (213 EUR) pour certains bénéficiaires sociaux et 6 000 RSD (51 EUR) pour les adultes concernés.

Contraction du marché de l'emploi

D'après le Bureau national des statistiques, au T2 2026 le marché du travail s'est caractérisé par une [baisse de l'emploi et du chômage](#), ainsi qu'un accroissement de l'inactivité. L'emploi a diminué de 45 800 personnes en g.a., à 2,84 millions, tandis que le nombre de chômeurs a reculé de 46 800, à 220 200, ramenant le taux de chômage à 7,2 % (-1,3 pp). Le taux d'emploi diminue à 50,9 % (-0,6 pp), alors que le taux d'inactivité augmente à 45,1 % (+1,3 pp), avec 61 900 inactifs supplémentaires. L'emploi informel représenterait, d'après l'office de statistiques, 11,0 % de l'emploi total.

Nouvelle prolongation de la licence pour la société pétrolière serbe

Le Département du Trésor américain, via l'OFAC, a prolongé la durée de la licence spéciale, reportant une nouvelle fois la mise en œuvre complète des sanctions contre [NIS](#) jusqu'au 30 septembre. Pour rappel, en janvier, Gazprom Neft a accepté de céder sa participation de 44,9 % dans NIS à MOL, ainsi que les 11,3 % détenus par une filiale de Gazprom. Si l'opération est conclue, le groupe hongrois obtiendrait 56,15 % du capital. La transaction sera soumise à l'approbation des États-Unis. Des partenaires des Émirats arabes unis (EAU), notamment la Compagnie pétrolière nationale d'Abu Dhabi (ADNOC), pourraient acquérir une participation minoritaire si l'opération est approuvée, bien que leur rôle reste à définir.

Don de 2,6 M EUR de la BERD pour la gestion des déchets

Le 24 août, une [convention de don](#) de 2,64 M EUR a été signée par la BERD et le ministère serbe de la Protection de l'environnement, en présence de l'ambassadeur de l'Union européenne en Serbie. La subvention, octroyée par le CIBO financera la préparation des études et l'appel d'offres relatifs à la fermeture des décharges situées dans les régions de Pirot, Sremska Mitrovica et Valjevo. Ce projet devrait bénéficier à environ 800 000 personnes et réduire les risques pour la qualité des sols, des eaux souterraines et de l'air, tout en contribuant à la gestion du biogaz et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ce projet s'inscrit dans un programme plus vaste, financé par la BERD et l'Agence française de développement (AFD), visant à développer des systèmes de gestion des déchets régionaux modernes et conformes aux normes européennes, et à accroître les taux de recyclage en Serbie. De nouveaux centres régionaux de gestion des déchets sont en cours de création pour remplacer les décharges insalubres.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional des Balkans occidentaux

Rédaction : Pierre SENTENAC, Alexis CHAUMET, Jean-Hippolyte FEILDEL, Branka MARKOVIC, Alexandre MARTINEZ, Fabrice PAYA, Leopold LUCQUET, Aleksandra VASILJEVIC, Victoria NICAUT.

[Abonnez-vous](#)